



L'agriculture dans la campagne...présidentielle 2017

Synthèse des débats du 23 février 2017



Avec la participation de :

Leif Blanc	Front National (FN)
Yves d'Amecourt	Les Républicains (LR)
Stéphane Delpeyrat	Parti Socialiste (PS)
Patrick Garnon	Europe Ecologie Les Verts (EELV)
Laurent Levard	La France Insoumise
François Patriat	En Marche (ENM)

Quelle est la place de l'agriculture dans les projets politiques des candidats à l'élection présidentielle? La question avait motivé en 2012 l'organisation d'une table ronde à Science Po Paris, dans le cadre d'une collaboration entre le CEVIPOF, la Société Française d'Économie Rurale et la cellule de veille sur la Politique Agricole Commune, CAPeye. Le succès de cette première édition a conduit à réitérer l'événement le 23 février 2017, deux mois avant le premier tour des présidentielles. Les représentants des six principaux candidats déclarés à cette date ont donc présenté leurs positions face à deux grandes questions : **quelle vision ont-ils de l'évolution et de l'avenir de l'agriculture, et quels modèles d'exploitation agricole souhaitent-ils défendre? Quelles mesures proposent-ils pour accompagner ces évolutions et mettre en œuvre leur projet agricole, et comment voient-ils le rôle de la PAC?** Force est de constater qu'entre 2012 et 2017 les conditions de cette table-ronde se sont fortement modifiées !

Cinq ans plus tard, alors que les discussions à mi-parcours de la PAC restent encore limitées à quelques cénacles d'experts, les agriculteurs ont subi une crise des prix sans précédents dans de nombreuses filières. Ils expriment un mécontentement et un désarroi importants devant l'incapacité des politiques publiques à les aider à défendre un plus juste partage de la valeur ajoutée face aux entreprises d'aval, le retard de paiement des aides de la PAC, et les exigences environnementales qu'ils vivent comme des contraintes supplémentaires. Et pourtant, jamais on n'a observé autant d'initiatives positives, mises en avant autour de l'agriculture urbaine, la bio, les produits de qualité, les circuits de proximité... Pour autant l'agriculture apparaît comme un thème

peu visible dans la campagne présidentielle, à l'exception sans doute de la semaine du Salon de l'Agriculture, qui a suivi le débat. Présents dans les médias mais minoritaires dans la société, les agriculteurs seraient-ils moins considérés par les candidats à la présidentielle ?

Les intentions de vote des agriculteurs en 2017 révèlent des ruptures importantes comparées aux résultats des enquêtes effectuées en 2012 pour le premier tour. Le sondage réalisé début février par le CEVIPOF et *Le Monde* indique en effet un niveau très élevé d'intentions d'abstention, autour de 50%, soit le taux le plus fort des principales catégories professionnelles, alors que les agriculteurs étaient parmi celles qui votaient le plus. Autre rupture, le niveau très élevé des

intentions de vote pour Marine Le Pen (35% contre 19% en 2012) qui fait écho à la forte baisse des intentions de vote pour le candidat de la droite républicaine (20% pour François Fillon, contre 44% pour Nicolas Sarkozy en 2012). Les intentions de vote pour Emmanuel Macron (20%) semblent toucher un électorat agricole qui va au-delà d'un vote centriste (11% en 2012 pour Bayrou), alors que le vote agricole de gauche et écologique apparaît globalement stable (23% au total), dominé par le candidat socialiste (18% pour Bernard Hamon seul). Abstention, montée du vote FN et éclatement du vote traditionnel caractérisent le nouveau paysage du vote agricole.

Enfin les conditions du déroulement de la campagne électorale de 2017 sont inédites, affectant directement l'élaboration des projets politiques pour l'agriculture et la table ronde elle-même. Les deux candidats situés aux extrêmes de l'échiquier politique (La France Insoumise et Front National) ont été investis précocement et ont pu travailler en amont sur l'élaboration de leur programme. Le candidat écologique était également engagé depuis plusieurs mois dans une démarche programmatique, mais elle a été sans doute affaiblie par son ralliement (le soir de la table ronde !) à la candidature de Benoît Hamon. Pour ce dernier, investi à l'issue des primaires un mois plus tôt, les responsables agricoles étaient en cours de désignation et le projet agricole encore en chantier. Il en était de même pour le projet d'Emmanuel Macron entré en campagne en novembre 2016 et devant construire en peu de temps une formation politique. François Fillon, également vainqueur surprise d'une primaire récente, a dû affronter des révélations perturbant sa propre campagne, même si ses relais dans le milieu agricole ont permis de formuler un premier programme avant la table ronde. Bref, alors qu'en 2012 les programmes agricoles des candidats étaient calés à deux mois du premier tour, en 2017 ils étaient encore en cours d'élaboration, de redéfinition ou de finition, participant à une impression générale de flottement, d'improvisation, avec parfois même une distinction par les intervenants entre leur position personnelle et celle encore inachevée de leur candidat.

Les présentations permettent néanmoins de repérer divergences et convergences entre programmes, avec parfois des proximités inattendues, comme les engagements forts de Jean Luc Mélenchon et de Marine Le Pen pour l'agriculture familiale, les circuits courts et contre les traités commerciaux et la PAC telle qu'elle existe aujourd'hui (voir le tableau comparatif et l'analyse textuelle de la table ronde). Le diagnostic sur « l'état de l'agriculture » est assez partagé, reprenant les constats ambiants de crise agricole, même si ses causes ou responsabilités diffèrent, et si le candidat écologiste s'est démarqué en insistant sur les « initiatives locales positives ». Les thèmes évoqués par quasiment tous les candidats concernent l'inégale répartition de la valeur ajoutée dans les filières, les difficultés d'installation et l'accès au foncier, la reconnaissance d'une diversité de formes d'agriculture (mais avec des options différentes sur les modèles à promouvoir), la reconnaissance du rôle de la recherche agronomique (mais avec des inflexions sur ses orientations), ou encore le maintien d'un soutien à l'agriculture, mais avec des cadres politiques et des outils différents (PAC vs national, retour à un protectionnisme vs aides directes ou assurances subventionnées...). Des thèmes ont été par contre beaucoup moins abordés, ou seulement par un ou deux intervenants : l'évolution de la PAC, les nouveaux enjeux du développement rural (santé, développement économique, aménagement numérique, services publics, habitats), la question des innovations ou du changement climatique...

Au final les projets pour l'agriculture, encore en chantier pour la majorité des candidats, sont apparus à la fois fondés sur des thématiques communes, en partie calées sur l'actualité du secteur, et en cohérence avec les options économiques et sociales portées par les projets politiques de chaque famille politique: « promouvoir la révolution agricole » pour Mélenchon, « valoriser la diversité des initiatives » pour Hamon et Jadot, « libérer et protéger » pour Macron, « simplifier la PAC et stimuler la compétitivité par filière » pour Fillon, « réaffirmer une souveraineté alimentaire nationale » pour Le Pen.

	La France Insoumise	Parti Socialiste / Europe-Ecologie-Les-Verts	En Marche	Les Républicains	Front National
Idee force	<i>Il faut une Révolution agricole pour une agriculture écologique et paysanne</i>	<i>Construire une politique alimentaire fondée sur la diversité et les initiatives locales</i>	<i>Protéger et libérer - Prévoir un investissement d'avenir pour l'agriculture</i>	<i>Il faut repenser des modèles de filières</i>	<i>Pour une souveraineté alimentaire de la France avec une Politique agricole française (PAF)</i>
<i>Installation /structures/ foncier agricole</i>	Objectif de création de 300 000 nouveaux emplois agricoles à 10 ans Revaloriser les retraites agricoles Limiter le foncier par actif	Promouvoir les installations agro-écologiques pour le marché local	Soutien de l'installation des jeunes avec accès simplifié aux prêts Prévoir un droit au chômage	Statut renouvelé de l'agriculteur et de l'entreprise agricole pour intégrer la multifonctionnalité	Promouvoir l'agriculture familiale tournée vers le marché français et l'installation des jeunes avec la défiscalisation
<i>Environnement/ Climat /transition énergétique/agroécologie</i>	Autonomie en intrants des EA ; Suppression des pesticides ; Relocalisation des productions ; Abandon des objectifs d'intégration d'agrocarburants	Promouvoir la transition énergétique par la relocalisation Favoriser le modèle agroécologique Développement à grande échelle de l'AB	Maintenir le plan pour la transition agroécologique Plan de 200 M€ pour les services environnementaux ; Elimination progressive des pesticides	Promouvoir l'environnement sans pénaliser la compétitivité par un excès de normes ; meilleure gestion des intrants par l'agriculture connectée	Promouvoir une agriculture plus locale pour réduire les impacts environnementaux ; Développer massivement les filières françaises des énergies renouvelables
<i>Organisation des filières / partage de la valeur ajoutée / concurrence</i>	Juste partage de la valeur ajoutée Reconnaissance du droit des organisations de producteurs de négocier collectivement les contrats avec l'aval Sortir du droit européen de la concurrence	Assurer des prix rémunérateurs aux agriculteurs et leur redonner du pouvoir dans les filières	Renforcer l'organisation des filières pour lutter contre la volatilité des prix 5 Milliards d'aide à l'agriculture française	Contrôle de la répartition des marges par la grande distribution (GD) ; Faire rentrer la GD dans les interprofessions ; Contractualisation pouvant inclure des outils de gestion des risques ; Réformer le droit européen de la concurrence	Accès favorisé au marché français pour les agriculteurs français ; Donner la priorité aux productions françaises dans les appels d'offres publics ; Stopper les abus de la grande distribution
<i>Alimentation/ consommateur</i>	Développement des circuits de proximité ; Reconquête de l'autonomie alimentaire ; Offre de produits alimentaires de qualité pour tous (plans alimentaires)	Promouvoir une politique alimentaire nationale orientée vers la qualité et la valeur ajoutée Soutien aux AMAP et circuits courts	Promouvoir un Grenelle alimentaire pour faire évoluer le comportement des consommateurs et	Défendre l'agriculture de proximité par des plans locaux d'approvisionnement, par la création de petites industries de transformation	Développer les circuits-courts Défendre la qualité française pour lutter contre la concurrence déloyale
<i>Normes /charges</i>			Réviser les normes inutiles Alléger les charges patronales	Limiter l'accumulation des normes ; TVA sociale ; Baisser des charges pour les entreprises agricoles	Moins de normes imposées par Bruxelles
<i>PAC/ aides/ gestion des crises</i>	Réorientation majeure des aides de la PAC ; Assurer des prix rémunérateurs pour ceux qui produisent pour le marché intérieur ; restauration des quotas laitiers	Défendre la PAC, plafonner les aides et les lier aux emplois Utiliser la transition environnementale comme levier pour une nouvelle PAC	Préserver le budget de la PAC ; éliminer les distorsions de concurrence entre Etat membres ; mettre en place des mesures d'aide au stockage défiscalisées et généraliser le système assurantiel	Préserver le budget de la PAC ; Simplifier la PAC et donner plus de poids aux Régions ; Proposition d'un compte-épargne pour les aléas climatiques	Renationaliser la PAC Nouvelle organisation des aides directes, « c'est l'homme qu'il faut aider pas les ha ».
<i>International/ Accords de libre-échange/ pays en développement</i>	Sortie du « système libéral » Mise en place de taxe à l'importation ; Pour la souveraineté alimentaire de tous les pays	Libéralisme maîtrisé pour limiter les conséquences environnementales, et économiques dans les PVD		Taxer plus les importations Défendre une agriculture compétitive Préserver l'agriculture française et sa diversité dans les négociations commerciales Préférence communautaire	Refuser les traités de libre-échange Interdire l'importation des produits agricoles et alimentaires ne respectant pas les normes de production françaises Promouvoir les exportations agricoles via les labels de qualité

